

Politique et développement rural

Seule l'augmentation des prix à la ferme peut freiner l'urbanisation en améliorant le revenu des ruraux qui sont sous-payés partout. Environ la moitié des humains vivent sur des fermes. L'agriculture est encore la plus grande industrie et celle qui a le plus d'impact sur l'environnement (rapport Jason Clay).

Une augmentation (des prix) n'est possible qu'en renversant la politique des gouvernements qui maintiennent les prix à la ferme artificiellement bas grâce à des milliers de subventions au transport à l'exportation et à la production de surplus agricoles.

Elles sont désastreuses parce qu'elles favorisent les grosses fermes, les cultures d'exportation, la course au rendement. Les surplus (céréales) produits à perte souvent au lieu de faire du bois ou lait et viande sur pâturage tuent les agricultures traditionnelles en abaissant tous les prix et en remplaçant les produits régionaux.

Les gouvernants mènent ainsi au profit des commerçants une guerre d'usure (pas d'aide, pas de hausse de prix) contre leurs fermes familiales et celles des autres pays.

Même politique en forêt et pêche où on subventionne les pêcheurs hauturiers et les compagnies forestières qui pillent la ressource.

Il faut une politique rurale à long terme parce que la planète ne peut supporter les problèmes insolubles du modèle urbanisé industrialisé qui ne peut assurer la sécurité alimentaire parce que moins de 3% des gens y vivent sur des fermes qui ne peuvent ni les faire vivre, ni les nourrir, ni maintenir la fertilité du sol.

Elle doit viser à maintenir ou augmenter le nombre de ruraux en multipliant le nombre d'exploitations mixtes: culture, élevage, bois, pêche, etc qui peuvent maintenir la production sans intrants en cas de catastrophe et à long terme en conservant la fertilité du sol.

Pour atteindre ces objectifs il faut :

- 1- S'assurer que le producteur touche directement le vrai coût de production en n'important que ce qu'on ne peut produire et en éliminant les subventions fiscales et financières au transport, à l'exportation et à la production. Chaque subvention abaisse tous les prix partout dans le monde.
- 2- Ramener les animaux sur le sol qui les nourrit en limitant le nombre d'animaux par hectare à ce que le sol peut nourrir sans abuser des engrais. On multiplierait le nombre de fermes en éliminant: transport inutile, excès et déficit de fumier. L'élevage sans sol a permis aux fermes prospères, aux états, céréalières, meuniers, coopératives de s'emparer de presque tout le secteur de l'élevage. Dreyfus produit du porc en Chine avec du maïs américain. La gestion des fumiers est un désastre à cause du non retour des éléments nutritifs dans le hors sol et de leur perte dans les parcs d'élevages non couverts.
- 3- Réserver le sol aux propriétaires-exploitants (entreprise personnelle). Le meilleur engrais pour un sol, c'est l'ombre de son propriétaire. Il faut limiter la taille des fermes, des boisés, des quotas de pêche, afin qu'ils puissent être transmissibles à de jeunes exploitants sans aide de l'état. Sans frein fiscal ou autre on se retrouve même dans les pays capitalistes avec de grandes fermes où le travail est fait par des employés mal payés et souvent étrangers. C'était les taxes avec les assurances et les clôtures qui empêchaient les fermes de grossir. Aujourd'hui même les multinationales profitent d'avantages fiscaux.
- 4- Protéger et restaurer la forêt privée et publique, s'assurer qu'elle se régénère seule en protégeant la régénération et le sol organique que la nature met jusqu'à 2000 ans à bâtir. Les parlementaires refusent de protéger les forêts et d'appliquer la réglementation (dia. limite) malgré les protestations des ruraux qui les préviennent du désastre depuis des générations. En forêt publique, le chemin de camion à lui seul détruit jusqu'à 30% du sol et de la régénération. Il faut protéger les sols forestiers grâce à un indice d'érosion et imposer une limite de sol endommagé lors de la récolte (8% en Colombie Britannique).
- 5- Protéger et restaurer les sols arables grâce à un indice d'érosion. Il faut 500 ans à la nature pour ajouter un pouce de sol organique et aussi peu que 25 ans de maïs pour le détruire. Ce n'est pas la fumisterie des biocarburants qui va arranger les choses : tout le maïs et le soya américain ne remplacerait que 12% du pétrole. L'essentiel des 500 milliards de subventions mondiales va à des pratiques non durables qui appauvrissent le sol : monoculture, élevage hors-sol, parc d'élevage extérieur.
- 6- Préserver le patrimoine génétique mondial de la pollution génétique OGM. Leur toxicité a été démontré chez des animaux dès le départ et plusieurs fois par la suite. Les parlementaires au lieu de défendre les consommateurs les forcent à manger des OGM et à subventionner ceux qui les cultivent.
- 7- Réserver pour toujours et partout les bons sols à la production agricole et forestière par une loi de zonage que les gouvernants qui en sont les principaux prédateurs, ne puissent contourner. S'en servir pour diriger le cancer anarchique des mégapoles souvent situées sur les meilleurs sols (Montréal). On ne peut excuser les responsables de cette perte qui nous condamne tous et ceux qui nous suivront à travailler davantage pour faire produire des sols moins fertiles.

Il est difficile de changer la situation parce que tous les lobbys, qui sont les véritables députés, ont intérêt à éliminer les petits producteurs ici et ailleurs et à maintenir les prix artificiellement bas: banquiers, commerçants, transporteurs, gros producteurs, etc. Les fonctionnaires ne subventionnent que le rendement. Les politiciens, au lieu de ménager les ressources tel que promis à RIO, ne rêvent que d'exportations.

Le seul espoir c'est que la crise environnementale impose partout le principe utilisateur-payeur.
Dominique Bherer, Maniwaki, 819-449-3276 dombherer@sympatico.ca